

POURQUOI ET COMMENT LUTTER CONTRE LES ARMES

La rentabilité des investissements militaires est de plus en plus mise en doute. Raison de plus pour appuyer les différentes stratégies dont l'objectif commun est de réduire les programmes militaires.

PAR YVES BÉLANGER ET PIERRE FOURNIER

IL EST DIFFICILE DE CERNER AVEC précision l'influence de l'industrie militaire sur le développement économique au Canada. Le problème ne découle pas d'un manque de données. En fait, l'économie canadienne est, en ce qui a trait à la fabrication d'armements, une des plus transparentes du monde. En 1988, cet apport s'est chiffré à un peu plus de 8 milliards de dollars. On peut facilement imaginer que le marché global se situera quelque part entre 100 \$ et 120 \$ milliards au cours de la prochaine décennie. Cette somme frappe l'imagination. Serait-il concevable qu'une telle manne puisse ne pas être considérée bénéfique pour l'économie ?

Pourtant la rentabilité des investissements militaires est de plus en plus mise en doute. Plusieurs experts contestent notamment la valeur du rendement économique. Le coût du développement serait trop élevé, la productivité trop faible, les retombées sur les industries civiles de plus en plus marginales. La fabrication d'armes représenterait également une des sources majeures de gaspillage de ressources. Ajoutons à cela les analyses souvent très critiques à l'endroit de la dépendance des industries nationales face au complexe militaro-industriel américain, l'influence très contestée sur le développement régional et la modernisation du parc industriel, et nous avons sous les yeux un portrait plutôt sombre de la situation.

Néanmoins, la démarche continentaliste du Canada, non seulement face à la défense du territoire mais surtout en ce qui a trait à la politique d'approvisionnement, favorise un déplacement de la politique industrielle en direction des programmes de défense. Il est en effet probable qu'à la longue la politique économique gouvernementale canadienne s'alignera sur celle des Américains. Or, le secteur de la défense est une des pièces maîtresses de la politique industrielle américaine. De plus, l'an dernier, Ottawa a élargi sa politique

d'approvisionnement en défense à l'ensemble du continent. Cette dernière risque d'accentuer l'intégration des deux industries nationales.

Il est donc pertinent de nous inquiéter des effets de l'industrie militaire, puisque ne sont pas seulement en cause la défense collective et la souveraineté nationale, comme l'affirme le Livre blanc sur la défense, mais aussi des enjeux de plus en plus importants de la politique économique. À ce niveau, le Canada a des choix à faire.

Dans ce cadre, diverses stratégies dont l'objectif commun est de réduire les programmes militaires méritent d'être étudiées avec la plus grande attention. Voici les options qui recueillent présentement les appuis les plus importants.

LA CONTESTATION DU NIVEAU DES dépenses militaires en général, et du développement des armes nucléaires en particulier, se polarise autour de trois thèmes : la remise en question de la part du budget national alloué à la défense, la création de zones libres d'armes nucléaires (ZLAN) et la reconversion des entreprises d'armement. Bien que ces priorités d'action soient souvent menées de façon complémentaire et simultanée, elles peuvent aussi être en conflit les unes avec les autres, notamment en ce qui a trait à la pertinence d'engager le débat au niveau local plutôt qu'au niveau national. Au départ, ce sont essentiellement des impératifs moraux et politiques qui ont animé les promoteurs de ces initiatives. Depuis quelques années, cependant, les dépenses militaires sont de plus en plus contestées. Les autorités municipales, notamment, sont en train de devenir, aux États-Unis et ailleurs, les critiques les plus acerbes des priorités budgétaires nationales.

Ainsi, à sa réunion annuelle de juin 1987, la *US Conference of Mayors*, préoccupée par des

coups de plus de 60 \$ US milliards dans les fonds fédéraux liés à la santé, au logement et à l'éducation, a décidé de commander une étude sur les répercussions socio-économiques d'une réduction des budgets militaires.

Produit par *Employment Research Associates*, une firme de consultants indépendante de Lansing au Michigan, le rapport, publié en octobre 1988, tente d'évaluer les conséquences socio-économiques du transfert de 30 \$ milliards par année, sur une période de cinq ans, du budget de la défense (soit 150 \$ milliards entre 1986 et 1990, ce qui représente 11 p. 100 du budget de la défense) aux différents programmes administrés par les villes, tels que la santé, l'éducation, les services sociaux, les programmes de main-d'oeuvre, le transport en commun, le logement et le développement communautaire.

Au niveau national, l'étude conclut à un effet économique net positif : une augmentation de 3,5 \$ milliards par année du produit national brut (PNB), la création de 197 500 emplois additionnels sur une période de cinq ans, un accroissement de revenu personnel disponible de 2,2 \$ milliards par année, et une relance des investissements dans la construction résidentielle et non résidentielle de 550 \$ millions par année. L'injection de 30 \$ milliards annuellement dans les programmes des municipalités permettrait par ailleurs l'engagement de 195 000 enseignant(e)s, l'ajout de 2,2 milliards dans les infrastructures de transport en commun, la construction de 900 000 logements à prix modiques, le traitement de 6 500 000 personnes dans les cliniques communautaires, l'immunisation complète de tous les enfants contre les maladies et l'ajout de 606 000 000 \$ en équipement scolaire chaque année. Ceci représenterait, selon les auteurs, une contribution substantielle

à la qualité de vie en milieu urbain aux États-Unis.

En plus de mettre de l'avant l'hypothèse des avantages économiques découlant d'une réduction des budgets militaires, cette option a le mérite de poser le problème au plan politique de façon globale. Selon les promoteurs, la politique de défense est le problème central et celle-ci doit être modifiée. Les autres problèmes, c'est-à-dire la reconversion, l'élimination ou la réduction des dangers liés aux armes nucléaires et le manque de fonds devant servir à subvenir aux besoins socio-économiques de la population, se régleront automatiquement lorsque le gouvernement aura modifié ses priorités. L'industrie de la défense, elle, devra s'adapter, avec ou sans l'aide des autorités gouvernementales.

Notons qu'il est loin d'être assuré que le passage de la production reliée à la défense vers la production civile se fasse sans heurts. Quant à ceux qui prônent une transition gérée par l'État, ils surestiment peut-être, tant au Canada qu'ailleurs, la capacité gouvernementale de développer un plan national de redéploiement industriel qui serait susceptible de recueillir l'assentiment et l'appui actif des principaux intervenants économiques.

LES REVENDICATIONS EN FAVEUR DES zones libres d'armes nucléaires et de la reconversion peuvent très bien être mises de l'avant au niveau national. Au Canada, *Projet Ploughshares* fait pression auprès du gouvernement fédéral afin qu'il adopte une série de lois qui auraient pour but de faire du pays une zone libre d'armes nucléaires. Aux États-Unis, certains membres du Congrès ont proposé des projets de loi semblables afin que le gouvernement fédéral s'engage plus directement dans le dossier.

Dans l'ensemble, cependant, les initiatives prises en faveur des ZLAN et de la reconversion se